

DÉPARTEMENT

VAL D'OISE

COMMUNE

PONTOISE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté-Egalité-Fraternité



PONTOISE  
Ville Culturelle et de Tourisme

**REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION  
ET DU STATIONNEMENT  
(35 QUAI EUGENE TURPIN)**

**Arrêté n° 251 / 2024**

**Le Maire de PONTOISE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L.2212-2 et L2213-6

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code de la Route, notamment en ses articles L325-1 et R417-1,

**Vu** l'arrêté du 6 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

**Vu** le règlement de voirie de l'agglomération du 01/04/2013,

**Vu** l'arrêté du n°2023-150 portant délégation à Madame Daphné SAKAYAN, Directrice des Services Techniques de la Ville de Pontoise,

**Vu** la délibération n° 148/19 du 19 décembre 2019 approuvant le règlement de voirie,

**Vu** l'avis technique délivré par la communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise N° 2024-AV-0473 en date du 05/06/2024,

**Vu** l'arrêté de voirie délivré par le Conseil départemental N° PONTOISE VO\_PV\_2024\_359 en date du 07/06/2024,

**Vu** la permission de voirie délivré par la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise n° 2024-AV-0469 en date du 04/06/2024,

**Vu la demande en date du 04/06/2024 présentée par la société STPS pour le compte de GRDF,**

**Considérant** les travaux de suppression d'un branchement au réseau gaz au 35 Quai Eugène Turpin à PONTOISE, il convient d'assurer la sécurité publique pendant la durée des travaux,

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1 :** **Durant la période du 26/06/2024 au 05/07/2024 inclus de 9h00 à 17h00,** la circulation des véhicules pourra être basculée sur la chaussée opposée, ou restreinte en demi chaussée et gérée en alternat par des feux tricolores ou hommes trafic.

**ARTICLE 2 :** **Durant la période du 26/06/2024 au 05/07/2024,** le stationnement des véhicules pourra être interdit selon l'avancement et les besoins du chantier. La circulation des piétons sera canalisée par un double barrièrage et basculée sur le trottoir d'en face.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**ARTICLE 2** : **Durant la période du 26/06/2024 au 12/07/2024**, le stationnement des véhicules pourra être interdit selon l'avancement et les besoins du chantier. La circulation des piétons sera canalisée par un double barrière et basculée sur le trottoir d'en face.

**ARTICLE 3** : La circulation des véhicules sera limitée à 30km/h sur la longueur des travaux.

**ARTICLE 4** : L'entreprise est soumise à une obligation de résultat. Les déblais provenant des fouilles sont évacués en totalité au fur et à mesure de leur extraction, sauf dérogation des services Techniques Municipaux.

Le complément éventuel se fera par sablon et 30cm de grave ciment avec un enrobé 0/06 sur 6cm sur le trottoir.

Le complément éventuel se fera par sablon et 30cm de grave ciment avec un enrobé 0/10 sur 6cm sur la chaussée.

**ARTICLE 5** : Tout affaissement aussi minime soit-il sera repris par l'entreprise à la première demande et à ses frais. Toute fissure en limite sera convenablement pontée. Cette garantie devra courir pendant un délai de deux ans à l'issue des derniers travaux (travaux initiaux ou travaux de reprise).

**ARTICLE 6** : Tout véhicule en stationnement considéré comme gênant pourra faire l'objet d'un enlèvement conformément aux dispositions de l'article R417-10 du Code de la Route.

**ARTICLE 7** : L'affichage du présent arrêté sera assuré par l'entreprise en charge des travaux, **STPS Tél (01.64.67.59.94)**, et devra être apposé aux abords du chantier 48 heures avant la date de début des travaux conformément aux dispositions applicables relatives à la signalisation temporaire du chantier.

**ARTICLE 8** : La Direction Générale des Services de la Ville, Monsieur le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pontoise, le

21 JUN 2024

- Certifié exécutoire (Art. L2131-1 du CGCT)

Le

21 JUN 2024

Directrice des Services Techniques

Daphné SAKAYAN



Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux (2) mois, à compter de sa notification pour les personnes intéressées, ou de son affichage, pour tout tiers ayant un intérêt à agir.

**Arrêté n° 251/ 2024**